

La société civile burundaise alerte sur un "danger imminent"

APA, 12-03-2015 Bujumbura (Burundi) - Quelques 300 associations de la société civile burundaise engagées dans la campagne « Halte au troisième mandat du président Nkurunziza » ont alerté quant aux violences qui risquent de surgir dans le pays, suite au forçage de l'actuel président, Pierre Nkurunziza, de se présenter à la prochaine présidentielle. A la veille d'une visite à Bujumbura d'une délégation du conseil de sécurité des Nations Unies, des organisations qui ont juré qu'elles vont investir la rue à l'annonce de la candidature de Nkurunziza, ont écrit une correspondance au secrétaire général des Nations Unies pour lui demander de l'en dissuader.

Selon le président de l'Association pour la protection des droits des prisonniers et humains des droits humains (APRODEH), M. Pierre Claver Mbonimpa, le danger est « imminent » car, le parti au pouvoir, le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, au pouvoir), aurait déjà préparé les plans de son parti pour une contre-manifestation, ce qui aboutirait à une confrontation entre avec les opposants à un troisième mandat du président burundais. Cette délégation des Nations unies attendue demain vendredi à Bujumbura, selon un communiqué de la mission d'observation électorale des nations unies au Burundi, (MENUM), va rencontrer notamment le chef de l'État, Pierre Nkurunziza avec qui elle va parler des prochaines élections qui vont débuter le 26 mai 2015 et s'achever le 24 août.